

Direction des **Achats de la Logistique et de l'Hôellerie**  
1 allée du Château  
CS 45001  
57085 METZ CEDEX 3  
Téléphone : 03-87-55-79-86

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** **(C. C. A. P.)**

*Etabli en application du Code de la commande publique (ccp)*

**MAINTENANCE TOUS RISQUES D'UN ACCELERATEUR DE PARTICULES NOVALIS  
TRUEBEAM DE MARQUE VARIAN DU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-  
THIONVILLE**

La procédure de consultation utilisée est celle de l'Appel d'Offres ouvert  
(Articles R. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique)

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 23 DECEMBRE 2024 A 12 HEURES**

## ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANTE

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, pouvoir adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

## ARTICLE 2- OBJET – FORME - DUREE DU MARCHÉ

### 2-1- OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet **la maintenance de l'accélérateur de particules Novalis de marque Varian installé dans le service de radiothérapie du C.H.R. METZ-THIONVILLE site de Metz.**

Dans le cadre de la présente consultation, les besoins suivants sont à satisfaire :

▪ **Formule 1 :** **Maintenance tous risques**

Acquisition par forfait, de prestations de contrôle qualité, de maintenance préventive et curative (comprenant main d'œuvre + déplacement + pièces détachées avec ou sans échange standard).

Remarque : Concernant les exclusions, le CHR pourra acquérir :

- Des prestations de maintenance par ordre de service
- Des pièces détachées par bon de commande

▪ **Formule 2 :** **Maintenance tous risques-partenariat**

Acquisition par forfait de prestations de contrôle qualité, de maintenance préventive et curative (comprenant main d'œuvre + déplacement + pièces détachées avec ou sans échange standard), les opérations de maintenance de niveau 1 à 2 (norme AFNOR) étant réalisées par les techniciens biomédicaux du CHR.

Remarque : Concernant les exclusions, le CHR pourra acquérir :

- Des prestations de maintenance par ordre de service
- Des pièces détachées par bon de commande

▪ **Formule 3 :** **Maintenance à l'attachement – Fourniture de pièces détachées et échanges standards**

Acquisition par forfait de prestations de contrôle qualité, de maintenance préventive et contrôle de performances (comprenant main d'œuvre + déplacement + pièces détachées avec ou sans échange standard). Ce prix devra être clairement indiqué dans l'annexe 3 du CCTP.

Acquisition par bon de commande de prestation de maintenance curative (comprenant main d'œuvre + déplacement + pièces détachées avec ou sans échange standard)

Acquisition par bon de commande de pièces détachées ou d'échange standard pour les ateliers biomédicaux (sans main d'œuvre et sans déplacement).

Les dispositifs médicaux donnant lieu à la présente consultation s'entendent comme un tout. Ainsi, les accessoires, les dispositifs annexes et périphériques nécessaires au bon fonctionnement des dispositifs médicaux de tous les lots sont inclus dans la consultation.

Le marché s'exécutera dans les conditions prescrites au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, selon les spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## **2-3- FORME DE LA CONSULTATION, DUREE DE VALIDITE DES MARCHES**

### **Forme de la consultation**

La présente consultation sera de forme forfaitaire globale.

### **Durée de validité des marchés**

Le marché aura une durée de validité **A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025 (ou à sa date de notification si elle intervient ultérieurement) JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2025 RECONDUCTIBLE 4 FOIS UN AN JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2029.**

La reconduction est tacite.

A l'inverse, en cas de non reconduction du marché, elle sera prononcée par le CHR dans un délai de trois mois avant la date anniversaire du marché (date anniversaire fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année).

Dans ce cas, l'arrêt des prestations a lieu le jour anniversaire du marché.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de chacun des marchés.

## **ARTICLE 3- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION**

Le marché sera conclu dans les conditions prévues aux articles R. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4- ALLOTISSEMENT**

La consultation se décompose d'un seul lot, les prestations formant un tout indivisible.

## **ARTICLE 5- EVOLUTION DU PARC**

### **MATERIALIZATION DE L'EVOLUTION DU PARC - AVENANT AU MARCHE**

- La mise à jour du parc concerné se traduit par :
  - l'exclusion des dispositifs médicaux sortis d'inventaire et mis hors service
  - l'adjonction des dispositifs médicaux sortis de garantie,

et donne lieu à un avenant signé des deux parties, prenant en compte les exclusions, ainsi que les adjonctions à la date de réforme ou de sortie de garantie.

## **ARTICLE 6- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents qui régissent la consultation sont dans l'ordre de priorité décroissante.

### **6-1- PIECES PARTICULIERES :**

- l'acte d'engagement (type ATTRI 1.) ainsi que les fiches Prix - Prestations précisant l'offre du fournisseur
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;



- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;

#### 6-2- PIECES COMMUNES :

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

## **ARTICLE 7- MODALITES D'EXECUTION**

Les prestations devront être exécutées selon les modalités suivantes :

### **7-1- FICHE D'INTERVENTION**

A chaque intervention, préventive et corrective, le titulaire du marché établit une fiche d'intervention.

Le titulaire du marché est chargé de donner tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

Il est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité.

Il avertit le responsable biomédical de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires.

En tout état de cause, c'est la personne responsable du marché qui décide de la mise à exécution de ces propositions.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable biomédical afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.

La fiche d'intervention est signée par le titulaire et le représentant du biomédical ou un responsable du service utilisateur. Elle devra être jointe à la facture envoyée à la Direction de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie.

### **7.2. MAINTENANCE CORRECTIVE - DELAI ET DUREE DES INTERVENTIONS**

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées à la réception d'une télécopie ou d'une communication téléphonique au(x) numéro(s) indiqué(s) dans la réponse au CCTP.

Cette télécopie ou cette communication provient du service biomédical. Elle fait foi pour la mesure de la période d'immobilisation, par la prise en compte du numéro d'enregistrement de la demande donné par le fournisseur, ainsi que de la date et heure correspondants.

Les interventions sont initiées dans le délai maximum précisé dans le CCTP.

Le jour et l'heure sont consignés sur la fiche d'intervention signée des deux parties.

L'intervalle entre ces deux instants est la période d'immobilisation.

Si l'intervention n'est pas initiée dans le délai du CCTP, les pénalités de retard définies au présent C.C.A.P. (article 13-1) peuvent trouver à s'appliquer.

Après CINQ JOURS OUVRES d'immobilisation, le titulaire du marché met gratuitement à disposition un matériel de remplacement assurant les mêmes fonctionnalités que le dispositif médical en réparation, et ce jusqu'à la fin de la période d'immobilisation.

La mise en œuvre de ce prêt, et toutes les conséquences induites sont à la charge du titulaire.

Si la mise à disposition de matériel de remplacement ne peut être assurée, les pénalités de retard définies au C.C.A.P. (article 13-1) peuvent s'appliquer et le C.H.R. se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions du présent C.C.A.P.

### **7-3- FOURNITURES**

La fourniture de toute pièce détachée donnant lieu à facturation est accompagnée de la copie du bon de commande, et d'un bordereau de livraison numéroté présenté en double exemplaire.

Le bordereau de livraison comportera les mentions obligatoires suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché
- la date de livraison
- les références du bon de commande
- détermination exacte du produit (marque, référence)
- les quantités livrées
- éventuellement les emballages consignés ou prêtés.

Toute pièce remplacée est neuve ou garantie d'origine, sauf accord entre les parties. Au besoin il sera procédé à un échange avec une pièce recyclée. Dans ce cas, transmettre par écrit au service biomédical les caractéristiques de l'élément remplacé et nouveau.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Les fournitures sont initiées dans le délai maximum précisé dans le CCTP

Si la fourniture n'est pas initiée dans le délai du CCTP, les pénalités de retard définies au présent C.C.A.P. (article 13-1) peuvent trouver à s'appliquer.

### **7-4- CONTROLES**

A l'issue de chaque intervention de maintenance préventive ou corrective, les performances du dispositif médical seront vérifiées selon le protocole de contrôle.

Les résultats de ce protocole feront foi quant à la validation de l'opération de maintenance.

### **7-5- TRANSPORT**

Le fournisseur livrera le matériel franco de port.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

## **ARTICLE 8 - GARANTIE**

Toute intervention de maintenance donnant lieu à facturation bénéficie d'une garantie de six mois, pièces, main d'œuvre et déplacement inclus.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **9-1- RESPONSABILITES**

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.



En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

à son personnel ou à des tiers ;  
à ses biens, aux biens appartenant au C.H.R. Metz-Thionville, ou à des tiers.

## **9-2- ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du marché.

Il doit produire, à toute demande de la personne responsable du marché ou de ses représentants, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **ARTICLE 10- AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

### **10 – 1 – AVANCE FORFAITAIRE :**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H. pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans l'acte d'engagement.

#### **GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **10 – 2 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE :**

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65 % du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H. procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **ARTICLE 11- DETERMINATION ET CONTENU DES PRIX - REVISION DES PRIX**

### **11.1. - DETERMINATION DES PRIX**

Les prix figurent dans l'Acte d'Engagement et les bordereaux de prix.

### **11-2- CONTENU DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement des techniciens du titulaire chargés des opérations de maintenance, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport des pièces détachées donnant lieu à commande, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix seront libellés en Euros.



### 11-3- FORME ET REVISIONS DES PRIX

Les prix du marché seront fermes la première période de marché (du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou de la notification si elle intervient ultérieurement, au 31 décembre 2025), et révisable ensuite chaque année à compter du 1<sup>er</sup> janvier, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I/I_0)$$

Dans laquelle

:

P = est le prix révisé.

P<sub>0</sub> = est le prix initial (prix défini au mois 0 ou au moment de la dernière révision).

I<sub>0</sub> = valeur de l'indice connu au mois 0 ou au moment de la dernière révision.

I = est le dernier indice connu au moment de la révision.

Mois 0 = décembre 2024

L'indice I est l'indice des salaires mensuels de base - Industries mécaniques et électriques (IME) - (NAF rév. 2 - Postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88) - Base 100 au T2 2017.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Le CHR déroge à l'article à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

### ARTICLE 12- PRESENTATION DES FACTURES - DELAI DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€) à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement, porteront les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le nom du marché et la référence du bon de commande,
- la désignation du matériel livré et son numéro de série,
- le montant hors T.V.A. de la fourniture,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C. des fournitures livrées,
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Il est précisé que le délai de paiement débute à compter de la date de réception ou du dépôt de la facture conforme, dans la mesure où les différentes opérations de vérification ont été effectuées et ont donné lieu à un avis favorable.

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera dans les conditions suivantes : - Pour les forfaits de maintenance corrective et tous risques : trimestriellement à terme échu. Le rapport d'intervention de la maintenance préventive devra être transmis au plus tard à la facturation du dernier trimestre de l'année civile. - Pour les prestations de maintenance préventive et à l'attachement : paiement au service fait, attesté par le rapport d'intervention liée à la maintenance périodique.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Etablissements	N° de SIRET
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510

CODE DE GESTION MAINT

## **ARTICLE 13- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAUT**

### **13-1- PENALITES POUR RETARD**

#### **Taux de disponibilité**

Le présent marché comporte la garantie d'un taux minimum de disponibilité défini dans le CCTP. En cas de non respect du taux minimum garanti, et à la fin de chaque période annuelle, des pénalités pourront être appliquées au Fournisseur selon les dispositions suivantes :

5 % du forfait de base pour l'Equipement concerné pour chaque pour cent du taux de disponibilité en dessous du taux minimum garanti.

Le règlement de ce montant sera effectué par le Fournisseur sous forme d'avoir, au début de la période suivante.

Lors de la dernière période, la déduction se fera lors de la dernière facture.

Le taux de disponibilité est défini par la formule suivante :

$$T = 100 \times \left(1 - \frac{T_1}{T_2}\right)$$

exprimé en % dans laquelle :

- T1 = représente la somme des périodes d'arrêts.
- T2 = représente la durée d'utilisation annuelle effective programmée correspondant aux heures d'ouverture du service utilisateur, maintenance préventive comprise. (du lundi au vendredi de 8 H à 18 H)
- T2 = ne peut être inférieur à **2 600 H**.

La période d'arrêt commence à la réception de l'appel du Client par le Fournisseur (majoré par le délai d'intervention stipulé dans le CCTP). Toutefois si l'accès du personnel du Fournisseur auprès de l'Equipement est différé du fait de l'utilisateur, la période d'arrêt commence dès sa mise à la disposition du personnel du Fournisseur.

La période d'arrêt cesse lorsque le personnel du Fournisseur remet l'Equipement concerné, en état de marche, à la disposition du Client.

Toutefois, ne sont pas décomptés pour le calcul du taux de disponibilité, les temps d'arrêt :

- a) découlant d'interventions exécutées dans les cas d'exclusions, cité dans le CCTP.
- b) découlant du non respect des obligations du Client.
- c) observés pendant les heures non prévues pour l'utilisation clinique ou en dehors des heures d'interventions contractuelles du Fournisseur.

#### **Maintenance corrective et fournitures**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

Lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-après :



$$P = \frac{V \times R}{20}$$

dans laquelle :

**P** = Montant des pénalités,

**V** = Valeur pénalisée (valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité),

**R** = Nombre de jours calendaires de retard.

### **13-2- EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (article 45 du CCAG-FCS)**

En cas de défaillance imputable au titulaire, d'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés, la Personne responsable du marché pourra se fournir là où elle le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit, ou récupérée par titre de recettes, au libre choix de la personne responsable du marché.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

## **ARTICLE 14- INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 15- RESILIATION**

En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., le Directeur Général du CHR Metz-Thionville ou son représentant peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours.

Dans ces cas, l'exécution de prise en charge, telle qu'elle est définie dans le présent CCAP sera confiée à un autre prestataire de services, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 13-2.

Dans les autres cas, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G.

## ARTICLE 16- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'inspectrice générale des finances  
du CHR Metz-Thionville  
Rue des Frères Lacretelle  
57070 Metz  
tél. : 33 3 87 65 17 60  
fax : 33 3 87 65 17 99.  
e-mail : [T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)

## ARTICLE 17- NOTIFICATION DU MARCHÉ ET DELIVRANCE DE L'EXEMPLAIRE UNIQUE

Lors de la notification du marché, il est délivré directement au titulaire une copie certifiée conforme du présent marché, ainsi que sur demande, l'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement ou de cession de créance.

## ARTICLE 18- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

## ARTICLE 19- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Les articles du présent CCAP prévalent sur ceux du CCAG/FCS en cas de contradiction.

En particulier :

- L'article 13-1 du C.C.A.P. déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G./F.C.S.
- L'article 11-3 du C.C.A.P. déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S

Fait à Metz, le 19 novembre 2024

La Directrice des Achats  
de la Logistique et de l'Hôtellerie,

Katia REBELLO SEWASTIANOW  
Directeur Adjoint

Direction des Achats et des Approvisionnements  
Direction de la Logistique et de l'Hôtellerie  
CHR Metz - Thionville  
1, Allée du Château  
CS 45001 - 57085 Metz Cedex 03